



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr. : Générale
13 août 2008

Français
Original : Anglais

Groupe de travail spécial à composition non limitée sur le mercure

Deuxième réunion

Nairobi (Kenya)

6–10 octobre 2008

Point 3 de l'ordre du jour provisoire *

**Examen et évaluation des options possibles pour intensifier
les mesures à caractère volontaire, ainsi que des instruments
juridiques internationaux, nouveaux ou existants**

**Informations, basées sur les enseignements tirés des
mécanismes juridiquement contraignants et volontaires
existants, sur les moyens de faciliter un transfert et un appui
technologiques durables en faveur de mesures de contrôle du
mercure au niveau mondial**

Contexte

1. Par sa décision 24/3 IV sur la gestion des produits chimiques, le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement a créé un groupe de travail spécial à composition non limitée constitué de représentants de gouvernements, d'organisations régionales d'intégration économique et de parties prenantes pour examiner et évaluer les options de nature à améliorer les mesures volontaires et les instruments juridiques internationaux nouveaux ou existants permettant de traiter les problèmes soulevés par le mercure au niveau mondial.
2. A sa première réunion, le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur le mercure a prié le secrétariat d'entreprendre des travaux intersessions dans un certain nombre de domaines en prévision de sa deuxième réunion.
3. Le Groupe de travail a demandé au secrétariat de recueillir des informations sur les moyens de faciliter un transfert et un appui technologiques durables en faveur de mesures de contrôle du mercure au niveau mondial, en se fondant sur les enseignements tirés des mécanismes juridiquement contraignants et volontaires existants.

* UNEP(DTIE)/Hg/OEWG.2/1.

4. Pour obtenir ces informations, le secrétariat s'est tourné vers les secrétariats du Fonds pour l'environnement mondial, du Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, de la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international et de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Le Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal a renvoyé une réponse officielle, qui est reproduite de façon textuelle dans les paragraphes 5 à 8 ci-dessous. Les informations sur le transfert et l'appui technologiques dans le cadre d'autres instruments en vigueur ont été compilées à partir des sources d'information disponibles. Un certain nombre de programmes établis dans le cadre de mécanismes volontaires sont également présentés.

I. Expérience en matière de transfert et d'appui technologiques durables

A. Le Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal

5. Le Fonds multilatéral a fourni un appui aux pays en développement pour les aider à se conformer aux mesures de contrôle des substances qui appauvrissent la couche d'ozone au titre du Protocole de Montréal. Bien que l'expérience acquise dans le cadre du Protocole de Montréal dans de nombreux domaines puisse contribuer à réaliser les objectifs des autres accords multilatéraux sur l'environnement, les points énoncés ci-dessous concernent plus précisément les objectifs qui ont été fixés pour le programme mondial sur le mercure. Ils visent spécifiquement à répondre à la demande d'information sur les processus permettant au transfert technologique et aux capacités techniques développées d'être durables.

6. Du point de vue du secrétariat du Fonds multilatéral, il est important de créer ou de renforcer dans chaque pays en développement une institution chargée d'appuyer un programme d'envergure mondiale, quel qu'il soit. L'institution ainsi créée devient alors le point d'ancrage du programme mondial dans le pays. Cette démarche a porté ses fruits s'agissant de la mise en œuvre du Protocole de Montréal dans les pays en développement et pourrait également servir de modèle aux activités d'appui et de mise en œuvre du programme mondial sur le mercure. Les premiers travaux de cette institution pourraient consister à mettre en place, puis maintenir, un inventaire des utilisations du mercure, de l'offre et de la demande de mercure, ainsi que des technologies faisant appel au mercure dans chaque pays, ainsi que de suivre les importations et exportations de produits et marchandises liés au mercure. Ces activités faciliteraient la mise en place d'un niveau de référence applicable à l'utilisation du mercure et aux types de technologies employées dans le pays, et permettrait d'assurer une surveillance continue de ces utilisations et de déterminer les possibilités de perfectionner les technologies.

7. Les politiques gouvernementales se sont également avérées utiles en matière de contrôle, et à terme de réduction, des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Ces politiques peuvent jouer un rôle particulièrement efficace sur la performance du marché. Elles peuvent prendre la forme d'impôts et de taxes sur le mercure et sur les produits associés au mercure de manière à les rendre commercialement moins attrayants que les produits de remplacement. Ces pratiques ont été employées par de nombreux gouvernements de pays en développement pour contribuer à l'élimination des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

8. Les capacités techniques et les institutions de cette nature, une fois créées, resteront en place dans le pays et pourraient être soutenues financièrement par le gouvernement ou d'autres sources pour appuyer non seulement la mise en œuvre du programme relatif au mercure, mais aussi celles d'autres programmes analogues qui pourraient avoir besoin de ces capacités dans l'avenir.

B. La Convention de Bâle

9. Dans le cadre de la Convention de Bâle, a été élaborée toute une série de directives sur la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux. Les directives en vigueur ou en cours d'élaboration portent sur les polluants organiques persistants, les métaux et les plastiques, les métaux et les composés métalliques, les pneus usés et le mercure. De plus, au cours de ces deux dernières années, des activités ont été entreprises dans un certain nombre de domaines techniques tels que les déchets électriques et électroniques (e-déchets), les déchets des polluants organiques persistants, les stocks périmés de pesticides et de mercure, ainsi que les déchets contenant de l'amiante. Outre la préparation de directives sur la gestion écologiquement rationnelle, ces activités ont consisté à appuyer l'élaboration d'inventaires nationaux, de plans d'action nationaux pour la gestion des déchets, ainsi que la formulation et la mise en œuvre de stratégies régionales.

10. Une grande partie de l'assistance technique fournie dans le cadre de la Convention de Bâle relève de ses centres régionaux, qui constituent le point de convergence des activités conduites dans les régions.

11. Les activités menées dans le cadre de la Convention de Bâle démontrent que l'élaboration de directives techniquement applicables sur divers aspects de la question du mercure pourrait permettre de divulguer les informations nécessaires pour gérer le mercure de façon écologiquement rationnelle. L'élaboration de ces directives risque néanmoins d'être longue. En outre, l'obtention des ressources financières nécessaires a représenté un obstacle majeur à la fourniture de l'assistance technique dont ont besoin les pays en développement pour appliquer ces directives dans le cadre de la Convention de Bâle.

C. La Convention de Stockholm

12. Les Parties à la Convention Stockholm sont tenues d'élaborer des plans nationaux de mise en œuvre énonçant les étapes prévues pour la mise en œuvre de la Convention.

13. Aux termes de la décision sur l'assistance technique adoptée par la Conférence des Parties à la Convention de Stockholm à sa première réunion (décision SC-1/15), l'assistance technique devant être fournie par les Parties qui sont des pays développés, et d'autres Parties dans la mesure de leurs moyens, devrait comprendre, selon qu'il convient et comme convenu d'un commun accord, la fourniture d'une assistance technique et le transfert de technologies écologiquement rationnelles pour le renforcement des capacités aux fins de l'exécution par les Parties de leurs obligations au titre de la Convention. Les sources possibles d'assistance techniques mentionnées incluent les organisations intergouvernementales, les pays développés par le biais des agences de développement bilatérales, les organisations non gouvernementales, la société civile, les instituts de recherche et les universités.

14. Les objectifs du programme d'assistance technique de la Convention de Stockholm sont les suivants :

- a) Fournir en temps utile une assistance technique appropriée aux demandes émanant de Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition de façon à leur permettre de s'acquitter de leurs obligations au titre de la Convention;
- b) Faciliter la mise en œuvre de la Convention, notamment des priorités définies dans les plans nationaux de mise en œuvre des Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition.

15. En vue de faciliter la fourniture de l'assistance technique, le secrétariat de la Convention de Stockholm a récemment établi un mécanisme d'échange d'information consacré aux polluants organiques persistants qui couvre les mesures rationnelles et les expériences utiles contribuant à une meilleure mise en œuvre de la Convention. Le mécanisme d'échange d'information aidera à divulguer les informations permettant aux pays et autres parties prenantes de prendre des décisions éclairées sur les moyens de réduire ou d'éliminer les rejets de polluants organiques persistants dans l'environnement. Dans sa deuxième phase, le mécanisme d'échange d'information consolidera un réseau mondial de sources d'information, d'utilisateurs et d'institutions désirant partager l'information et l'expertise sur les polluants organiques persistants.

16. Le programme d'assistance technique de la Convention de Stockholm vise également à minimiser les doubles efforts et à assurer que les activités de renforcement des capacités et le transfert de technologie se réalisent en temps voulu, en utilisant pour ce faire les centres régionaux et sous-régionaux. Au 29 juin 2008, 12 centres avaient été proposés par les groupes régionaux. La procédure d'évaluation des centres proposés et la mise en fonctionnement des centres sélectionnés sont en cours. Dans le cadre de ce processus, une réunion entre le secrétariat et les centres proposés s'était tenue du 17 au 19 juin 2008.

17. La fourniture de l'assistance technique dans le cadre de la Convention de Stockholm a été facilitée par l'accès au mécanisme de financement. Le Fonds pour l'environnement mondial constitue provisoirement la principale entité responsable de l'administration du mécanisme et a apporté une aide aux pays pour l'exécution de projets visant la mise en œuvre de la Convention de Stockholm, notamment l'élaboration de plans nationaux de mise en œuvre. Des efforts sont actuellement déployés, dans le cadre de la quatrième reconstitution du Fonds pour l'environnement mondial (2006 – 2010), en vue de passer du renforcement des capacités qui était au cœur des activités de la troisième reconstitution à l'investissement dans des activités correspondant aux priorités définies par les Parties dans leur plan national de mise en œuvre. Le financement au titre de la quatrième reconstitution entend également promouvoir les projets de démonstration des pratiques de gestion et des technologies applicables à la gestion et à la destruction des polluants organiques persistants. Un grand nombre de projets sont en cours d'élaboration ou d'exécution dans des domaines tels que le contrôle des vecteurs de maladies en vue de minimiser ou éliminer l'utilisation des polluants organiques persistants; la création de forums régionaux sur les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales et les initiatives du secteur industriel en matière de gestion, de retrait et de destruction des polychlorobiphényles; et les technologies de destruction des pesticides périmés.

D. La Convention de Rotterdam

18. La Convention de Rotterdam constitue essentiellement un mécanisme de partage de l'information et un instrument fondé sur la réglementation, alors que la Convention de Stockholm et le Protocole de Montréal prévoient des mesures de contrôle visant à éliminer et prévenir les rejets non intentionnels d'un certain nombre de produits chimiques. L'assistance technique fournie dans le cadre de la Convention de Rotterdam poursuit donc des objectifs différents de ceux poursuivis par l'assistance technique fournie dans le cadre des conventions de Stockholm et de Bâle.

19. La Convention de Rotterdam s'applique au commerce international de certains produits chimiques entre les Parties. Elle n'entend pas directement réglementer ou prévenir les échanges internationaux, si ce n'est l'imposition faite aux Parties de n'autoriser en règle générale l'exportation des produits chimiques relevant de la Convention que vers les pays qui ont donné leur consentement préalable en connaissance de cause. Si le mercure était soumis à la procédure de consentement préalable de la Convention de Rotterdam, le dispositif d'échange d'information mis en place par la Convention pourrait contribuer à améliorer les connaissances sur les dangers et les risques liés aux diverses utilisations du mercure dans les produits et les procédés, ainsi que sur ceux qui émanent des utilisations industrielles du mercure.

20. Le programme d'assistance technique actuel de la Convention de Rotterdam a été conçu pour répondre aux besoins exprimés par les Parties et tient compte des activités d'assistance technique entreprises dans le cadre des programmes d'assistance technique précédents, notamment des stratégies ou des plans nationaux de mise en œuvre de la Convention de Rotterdam qui ont été élaborés, et des besoins et priorités qui y sont définis. L'objectif poursuivi a été d'entreprendre des activités qui correspondent aux besoins spécifiques de chaque pays ou d'un groupe de pays en mettant l'accent sur les mesures jugées indispensables par les Parties pour pleinement mettre en œuvre la Convention.

21. L'approche suivie dans la mise en œuvre de ce programme de travail délaisse la formation à l'échelon régional pour s'orienter vers des activités consacrées à des pays individuels ou des groupes de pays et concernant des aspects spécifiques de la Convention. Il appartient désormais principalement aux gouvernements de définir leurs besoins en matière d'assistance technique et de rechercher l'aide qui répondra à ces besoins.

22. L'absence ou l'insuffisance de réglementation ou de gestion des produits chimiques industriels est considérée comme le principal problème à résoudre dans les pays en développement et à économie en transition. Le programme de travail proposé concernant l'assistance technique au niveau national et régional pour la période de travail 2009-2010 inclut un nouveau domaine de travail pour le secrétariat qui porte sur les cadres et structures légales, réglementaires et administratives nécessaires pour appuyer les programmes multisectoriels de gestion des produits chimiques industriels au niveau national. Le secrétariat propose différents moyens d'aider les Parties à répondre aux besoins transversaux liés aux aspects fondamentaux de la gestion des produits chimiques.

E. La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

23. Dans le cadre du sous-programme Technologies, le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques explore diverses options permettant de s'acquitter des engagements pris au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto en matière de développement et de transfert de technologies respectueuses du climat. Le sous-programme assigne au secrétariat la responsabilité de fournir un appui aux délibérations de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique en ce qui concerne par exemple l'organisation de tables rondes et de réunions d'experts sur les technologies et la préparation de la documentation, notamment les documents techniques.

24. L'objectif principal du site Internet du sous-programme Technologies est d'améliorer le flux d'informations sur la mise au point et le transfert de technologies écologiquement rationnelles au titre de l'article 4.5 de la Convention, la qualité des informations fournies et l'accès à ces dernières, ainsi que de contribuer à une utilisation plus efficace des ressources disponibles en favorisant une synergie avec les autres initiatives en cours. Le site fournit des informations régulièrement mises à jour sur le transfert de technologie, donne un accès direct aux bases de données, aux publications et aux études de cas, et encourage l'échange des points de vue sur les diverses questions touchant au transfert de technologie. Une étude sur l'efficacité de l'utilisation de ce mécanisme d'échange des informations relatives au transfert de technologie a été réalisée en 2003 et publiée en 2004. L'étude a démontré qu'une large majorité des personnes interrogées considèrent que les informations fournies par le mécanisme d'échange d'information sont de bonne ou d'excellente qualité, tout en estimant qu'il faudrait améliorer les descriptions et l'organisation générale du site, la convivialité et l'organisation des informations divulguées, ainsi que les moteurs de recherche. Il convient de noter qu'au moment où l'enquête a été réalisée, le site était peu utilisé, surtout par les pays en développement, et qu'il n'a sans doute pas atteint une audience aussi large que désirée.

25. Le programme de travail du Groupe d'experts de la Convention sur le transfert de technologie pour 2008-2009 comprend la formulation d'indicateurs de performance visant à suivre et évaluer l'efficacité; l'examen des ressources financières existantes et des nouvelles sources possibles de financement; la prospection des moyens de coopérer avec d'autres organisations et de bénéficier de leur appui; la mise en place d'un programme de formation régional; et la promotion de la recherche et de l'innovation au niveau national ou à d'autres niveaux.

26. Le Mécanisme pour un développement propre de la Convention permet de mener des projets de réduction (ou d'élimination) des émissions dans les pays en développement en vue de gagner des crédits certifiés de réduction des émissions, chaque crédit équivalent à une tonne de CO₂. Ces crédits peuvent être échangés et vendus, puis utilisés par les pays industrialisés en vue de réaliser les objectifs de réduction des émissions fixés par le Protocole de Kyoto. Le Mécanisme encourage le développement durable et la réduction des émissions tout en donnant aux pays industrialisés une certaine souplesse dans le choix des méthodes leur permettant d'atteindre leurs objectifs de réduction des émissions.

27. Plus de 1000 projets ont été enregistrés par le Mécanisme depuis son entrée en fonctionnement au début de l'année 2006, ce qui devrait permettre de produire un volume de crédits certifiés de réduction des émissions représentant plus de 2,7 milliards de tonnes équivalent CO₂ dans la première période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto (2008-2012).

E. Le programme de production plus propre de l'ONUDI et les centres nationaux de production plus propre du PNUE

28. Le programme de production propre de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) vise à renforcer les capacités nationales en matière de production propre, stimuler le dialogue entre l'industrie et les institutions gouvernementales et intensifier l'investissement dans les activités de mise au point et de transfert de technologies écologiquement rationnelles. Grâce à ce programme, l'ONUDI dissipe l'opposition entre la production industrielle en quête de compétitivité et les questions environnementales. La production propre est bien plus qu'une solution technique. Elle a des implications à tous les niveaux de la prise de décision dans le secteur industriel, avec comme objectif principal l'adoption de techniques et de technologies plus propres dans le secteur industriel. Les systèmes de contrôle de la pollution en fin de cycle de production, qui se sont avérés coûteux, sont peu à peu remplacés par une stratégie qui tend à réduire et à prévenir la pollution et la production de déchets tout au long de la chaîne de production en stimulant l'utilisation efficace des matières premières, de l'énergie et de l'eau jusqu'à l'obtention du produit final.

29. Le programme de production plus propre de l'ONUDI reflète une approche innovante qui accroît la compétitivité, facilite l'accès au marché et renforce la capacité de production des économies en développement, en tenant compte des deux autres dimensions du développement durable : le respect de l'environnement et le développement social. Le concept de production propre a également été adopté et mis en avant par d'autres organisations. En Norvège, en Suisse et aux Etats-Unis, par exemple, les organisations d'aide au développement ont encouragé les activités de production plus propre dans le monde entier. L'ONUDI travaille avec ces organisations en vue de créer des synergies.

30. La production plus propre ne peut se poursuivre de façon soutenue que si les pays ont la capacité de la mettre en pratique et de l'adapter aux conditions locales. Afin de concrétiser le programme de production plus propre et de promouvoir l'application des techniques de production propre par les entreprises des pays en développement et à économie en transition, l'ONUDI, en coopération avec le PNUE, a entrepris en 1994 de mettre en place des centres nationaux de production plus propres et des programmes nationaux de production plus propre. Depuis, 37 centres et programmes ont été établis et d'autres sont en cours de planification. L'ONUDI administre le réseau des centres et des programmes de production plus propre et travaille avec d'autres organisations, comme le PNUE, en vue de diffuser les connaissances les plus récentes et des orientations stratégiques.

F. Le Plan stratégique de Bali pour l'appui technologique et le renforcement des capacités

31. En adoptant le Plan stratégique de Bali pour l'appui technologique et le renforcement des capacités, les gouvernements ont exprimé leur désir de voir le PNUE devenir un partenaire plus actif, plus accessible et capable de fournir son appui de façon plus coordonnée. Un rapport sur la suite donnée au Plan stratégique de Bali et sur la stratégie pour sa mise en œuvre en 2008-2009 a été remis au Conseil d'administration du PNUE à sa vingt-quatrième session (UNEP/GC/24/3/Add.1).

32. En 2006, les activités ont été essentiellement axées sur le développement du droit de l'environnement, le respect et l'exécution des accords multilatéraux sur l'environnement, les technologies écologiquement rationnelles, la consommation et la production durables, ainsi que les produits chimiques et la gestion des déchets. Des processus ont été mis en place pour améliorer l'efficacité des activités d'appui, notamment l'établissement de l'unité de coordination Sud-Sud, un partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement et une implication accrue dans le Groupe des Nations Unies pour le développement.

33. Une étude indépendante du PNUE affirme que le Plan stratégique de Bali impose au PNUE de s'attacher davantage à répondre aux besoins définis par les pays. Le plan de mise en œuvre pour la période 2008-2009 expose une stratégie devant permettre au PNUE de donner suite au Plan stratégique de Bali. Le financement des activités prévues se répartit entre les mécanismes de financement de caractère bénévole et le Fonds pour

l'environnement, plus de 50% des ressources du Fonds pour l'environnement ayant été allouées à des activités contribuant directement à la réalisation des objectifs du Plan stratégique de Bali pour la période biennale 2008-2009.

34. Si des progrès ont été réalisés dans la mise en œuvre du Plan stratégique de Bali, les efforts devront se poursuivre pour que le PNUE soit en mesure de fournir un appui technologique efficace, de mener à bien les activités de renforcement des capacités et de répondre plus rapidement aux besoins des pays. Les rapports sur la mise en œuvre du Plan stratégique de Bali sont présentés chaque année au Comité des représentants permanents auprès du PNUE à Nairobi.

G. Le Partenariat mondial sur le mercure du PNUE

35. Le Partenariat mondial sur le mercure du PNUE offre une structure facilitant le transfert de technologie, la fourniture d'un appui et le partage de l'information, en accord avec l'objectif général de protection de la santé de l'homme et de l'environnement mondial contre les rejets de mercure et de ses composés par la réduction et, si possible à terme l'élimination, des rejets anthropiques de mercure dans l'atmosphère, l'eau et la terre à l'échelle planétaire. A cette date, l'expérience acquise en matière de transfert de technologie dans le cadre du partenariat demeure limitée.

H. Le Partenariat pour des carburants et des véhicules propres

36. Le Partenariat pour des carburants et des véhicules propres aide les pays en développement à réduire la pollution de l'air due aux véhicules en encourageant l'emploi de l'essence sans plomb et de carburants à faible teneur en soufre, et de standards et de technologies pour des véhicules propres.

37. Le Partenariat vise à diffuser les données et les ressources de première importance sur les véhicules et les carburants dans le monde entier.

38. La section « Ressources et données » du site Internet du Partenariat fournit des informations relatives aux standards sur les émissions des véhicules, le contrôle et l'entretien, ainsi que la performance environnementale des véhicules. S'agissant des carburants, le site publie les données les plus importantes concernant les spécifications des carburants, ainsi que les additifs oxygénés et les hydrocarbures aromatiques.

II. Mesure proposée

39. Les participants à la réunion souhaiteront peut-être prendre note des informations présentées dans le présent document.
